



Conseil économique et social

Distr. générale
23 mai 2025
Français
Original : anglais

Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale

Quinzième session

New York, 6-8 août 2025

Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

Rôle de l'information géospatiale intégrée dans le domaine de l'administration et de la gestion efficaces des biens fonciers

Rôle de l'information géospatiale intégrée dans le domaine de l'administration et de la gestion efficaces des biens fonciers

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de porter à l'attention du Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale le rapport établi par le Groupe d'experts sur l'administration et la gestion des biens fonciers, qui pourra être consulté, uniquement dans la langue de l'original, sur la page correspondante du site Web du Comité d'experts (<https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-session/>). Le Comité est invité à prendre note du rapport et à faire part de ses vues sur les travaux du Groupe d'experts et leur état d'avancement, notamment sur l'action que mène ce dernier en vue de défendre, de mieux faire connaître et de promouvoir l'intégration des domaines terrestre, maritime, bâti et cadastral, ainsi que la mise en œuvre du Cadre pour une administration efficace des biens fonciers et l'intégration des domaines géospatiaux.

Résumé du rapport

À sa quatorzième session, tenue du 7 au 9 août 2024, le Comité des experts a adopté la décision 14/110, dans laquelle il s'est félicité du fait que l'accent continuait d'être mis sur la communication, la promotion et la sensibilisation à l'intérêt et aux avantages que présentait une administration efficace des biens fonciers, a noté qu'il importait d'aborder l'intégration des domaines maritime, terrestre, bâti et cadastral et de comprendre les complexités liées à l'interface terre-mer, et, à cet égard, a salué les efforts déployés par le Groupe d'experts, en collaboration avec les comités régionaux et les groupes fonctionnels du Comité, ainsi qu'avec les partenaires et organisations internationaux et régionaux intéressés.

* [E/C.20/2025/1](https://www.un.org/fr/development/desa/ggim/2025/15th-session/).



Le Comité d'experts a réaffirmé que le Cadre pour une administration efficace des biens fonciers était un élément important de ses travaux qui guidait les États Membres s'agissant de développer, de modifier, de renforcer et de moderniser leurs systèmes et dispositifs d'administration des biens fonciers afin de les rendre plus efficaces et efficients. Le Comité s'est félicité de la mise en œuvre du Cadre par les États Membres en fonction des circonstances nationales.

Le Comité a pris note des considérations proposées et des préparatifs en vue de l'élaboration d'un document traitant de l'intégration des domaines terrestre, maritime, bâti et cadastral et a demandé au Groupe d'experts d'examiner et d'inclure l'enregistrement foncier, l'utilisation des nouvelles technologies et l'innovation et de mobiliser les États Membres et les parties prenantes intéressées sur la question des cas d'utilisation et des enseignements tirés dans le document proposé.

Le Comité d'experts a félicité le Groupe d'experts pour son approche collaborative et lui a demandé d'approfondir le dialogue et la collaboration avec les comités régionaux, les groupes fonctionnels, les réseaux thématiques et d'autres organisations internationales et parties prenantes intéressées dans le cadre de ses efforts et de ses activités et d'inclure les points de vue et les perspectives des communautés autochtones.

Dans le rapport, le Groupe d'experts rend compte de ses activités, y compris l'organisation de réunions virtuelles et en présentiel pour associer ses membres à ses travaux et faire avancer son plan de travail. Le Groupe d'experts souligne également sa collaboration avec les comités régionaux, les groupes fonctionnels, les réseaux thématiques et les organisations internationales de l'Initiative des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale. On soulignera en particulier les partenariats avec les centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies, le Groupe de travail sur l'information géospatiale marine, la Fédération internationale des géomètres et EuroSDR, ainsi que les contributions conjointes à la promotion du Cadre pour une administration efficace des biens fonciers et à l'assistance aux États Membres dans leurs efforts de développement et de modernisation des systèmes d'administration foncière.

Le rapport contient un résumé des progrès réalisés dans l'intégration des domaines terrestre, maritime, bâti et cadastral, qui comprend l'élaboration, en collaboration avec le Groupe de travail sur l'information géospatiale marine, d'un guide complet conçu a) pour démontrer aux décideurs politiques la valeur de l'information géospatiale pour le développement durable ; b) pour fournir aux experts techniques des stratégies alignées sur les neuf voies stratégiques du Cadre intégré des Nations Unies pour l'information géospatiale ; c) pour promouvoir des approches innovantes auprès des États Membres et de la communauté géospatiale. Pour soutenir l'élaboration et garantir la pertinence du guide, le Groupe d'experts a invité les États Membres à remplir un questionnaire afin de recueillir des expériences, de repérer les enjeux et les bonnes pratiques et d'analyser la manière dont les voies stratégiques du Cadre soutiennent l'intégration.

Le rapport présente un résumé de l'atelier international intitulé « Joining land and sea » (Rapprocher les domaines terrestre et maritime), qui s'est tenu en décembre 2024 à Bogor (Indonésie), et qui a réuni des experts pour aider les États Membres à résoudre les problèmes techniques et de gouvernance liés à l'intégration des domaines terrestres, maritimes, bâti et cadastral. Le rapport donne également un aperçu des activités du Groupe d'experts visant à promouvoir et à mettre en œuvre le Cadre pour une administration efficace des biens fonciers, en mettant l'accent sur les régions prioritaires, notamment l'Afrique, l'Amérique latine et les États arabes.